



Madame la Rectrice,
Mesdames et Messieurs,

Après deux années ô combien éprouvantes, où les bouleversements dans l'éducation nationale ont été faits à marche forcée, sans réelle concertation et sans réel dialogue, les personnels de l'éducation nationale aspiraient à reprendre leur souffle.

Et si cette année, les personnels avaient le temps de digérer ce qui était déjà acté avant que ne continue le chamboule tout de notre système scolaire ? Et si cette année les personnels pouvaient enfin exercer leur métier dans un climat de travail plus serein ? Et si cette année notre ministre nous faisait enfin confiance ?

Malheureusement c'était sans compter avec l'inventaire à la Blanquer :

- Réforme des lycées
- Ecole inclusive
- Formation continue
- Formation initiale
- Réorganisation territoriale
- Loi de la transformation de la fonction publique
- Réforme des retraites

Il est impossible d'être exhaustif tant l'agenda social de cette rentrée est chargé !

Il n'en demeure pas moins qu'après six semaines de rentrée, nombre de personnels nous font remonter un état d'épuisement rarement atteint à cette période de l'année. La réforme des lycées impacte en cette rentrée nombre de personnels : Les enseignants qui s'inquiètent de l'instabilité de leur volume horaire dans leur établissement craignant des services partagés consécutifs aux choix légitime des parcours faits par les élèves et leurs familles. Les enseignants doivent aussi appréhender de nouvelles modalités d'enseignements avec notamment l'éclatement du groupe classe à de nombreuses occasions. Cette réforme des lycées impacte également d'autres personnels et bien évidemment les personnels de direction dont le travail s'est considérablement alourdi avec la complexité des emplois du temps et le fait que désormais dans une même classe il y ait maintenant bien plus d'une quinzaine de professeurs qui interviennent. Toutes les équipes (ITRF, administratifs, agents territoriaux,...) sont impactées.

Aussi l'Unsa-éducation sera-t-elle vigilante lors des comités de suivi sur la réforme des lycées qui seront mis en place dans notre académie.

Autre sujet de préoccupation en cette rentrée, la nouvelle circulaire sur l'école inclusive et la mise en place des PIAL ainsi que le nouveau cadre de gestion des personnels AESH. Si l'Unsa-éducation n'est pas opposée au nouveau dispositif PIAL, elle n'en demeure pas moins attentive quant à sa mise en place concrète sur le terrain et sur le traitement des personnels AESH. Nombreux d'entre eux nous font part de leurs inquiétudes quant aux conditions réelles de l'exercice de leur activité. Comment et sous quelle forme devront-ils faire les cinq semaines qui sont en dehors des trente-six semaines de l'année scolaire (quid de ceux qui ont un autre employeur sur ces semaines ?). Le déficit d'information entretient trop souvent leurs inquiétudes.

Les personnels santé-sociaux de l'éducation nationale ne sont pas mieux lotis en cette rentrée. Les assistantes sociales ont les plus grandes difficultés à exercer correctement leur activité tant les besoins sont inversement proportionnel à

leur nombre. Le passage en catégorie A n'a pas gommé le sentiment d'un manque de reconnaissance. De là à penser qu'ils sont les parents pauvres de notre institution...

Nous souhaitons aussi attirer votre attention sur les difficultés toujours croissantes que vivent au quotidien les personnels des EPLE (Administratifs et chefs d'établissement), en particulier sur le sujet de l'autorité fonctionnelle. Il serait appréciable de sentir un soutien affirmé de notre propre institution dans le cadre de nos rapports avec les collectivités car nous craignons que nos missions soient rendues impossibles.

L'évolution de la carte des CIO inquiète l'ensemble des collègues et des usagers par la disparition de service public de proximité. L'exemple du projet de fermeture du CIO de Sedan dans les Ardennes en est un triste exemple.

Autre sujet de crispation ou tout au moins d'interrogation, les cinq jours de formation hors temps de travail. Les collègues s'inquiètent de cette nouvelle disposition d'autant qu'en la matière le déficit d'information autorise les pensées les plus diverses et variées. Voulez-vous donc Madame la Rectrice nous expliquer votre politique sur ce sujet sachant qu'une telle question doit-être, selon les textes, abordée en CTA.

Enfin, les directeurs et directrices d'école nous font part de leur état d'épuisement avancé. La tragédie de notre collègue de Pantin en est l'expression la plus radicale. La lettre laissée par cette collègue fait écho à de très nombreux directeurs et directrice et bien au-delà à de très nombreux membres de la communauté éducative. Le quotidien impossible des directeurs et directrices d'école met nombre d'entre eux dans un état de fragilité inquiétant. Les injonctions et autres demandes de la hiérarchie, l'accumulation de tâches dans un délai toujours plus réduit génèrent stress et épuisement. Les révisions chronophages des volets attentat du PPMS, sans soutien technique, en sont un exemple criant.

Et comme si tout cela ne suffisait pas, la réforme des retraites qui prend peu à peu corps, interroge aussi les personnels que nous représentons. Sur cette question des personnels craignent vraiment de faire partie des perdants de cette réforme. Pour l'Unsa, aucun travailleur ne doit être perdant avec cette réforme. De nombreuses dispositions sont encore en discussion, ce sera là l'occasion de mettre le gouvernement à l'épreuve du dialogue social remis à l'honneur par les discours de rentrée du Président de la République, du premier Ministre et du Ministre de l'éducation nationale.

Concernant le dialogue social, l'Unsa-éducation exprime ses plus vives inquiétudes avec l'adoption de la loi de transformation de la fonction publique. L'appauvrissement des compétences des CAP, le changement probable du périmètre de ces CAP, ainsi que la disparition du CTA et du CHSCTA au profit d'une nouvelle instance le CSA ne présagent rien de bon en matière de dialogue social. Il est donc urgent, Madame la rectrice, d'envisager sérieusement les formes que pourraient revêtir un dialogue social de qualité dans notre académie. Les premières interventions du Ministre sur l'interdiction de tenue de GT en lieu et place de CAPA actuellement existantes nous inquiètent quant à la volonté réelle de notre ministre de favoriser un dialogue social de qualité.

Vous aurez compris Madame la Rectrice qu'en cette rentrée l'Unsa-éducation est prête à mobiliser sur l'ensemble des sujets que nous avons abordés. La qualité de notre système éducatif repose sur le bien être des personnels qui le composent. Malheureusement, ce bien-être au travail est absent ou menacé chez nombre de nos collègues. Une RH de proximité apparaît de plus en plus indispensable et c'est là encore un vaste chantier qui nous attend collectivement, si un espace de dialogue nous est donné.